

# Regards sur 18 ans d'évaluation par la CEPP

L'évaluation des politiques publiques par les instances supérieures de contrôle  
Conférence – débat

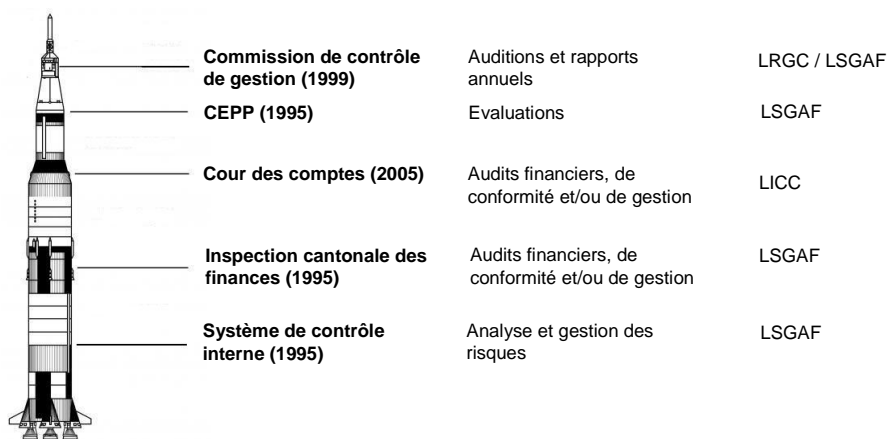
Genève, le 18 juin 2013



Commission externe d'évaluation des politiques publiques

19.06.2013 - Page 1

## Architecture du système de surveillance de l'Etat

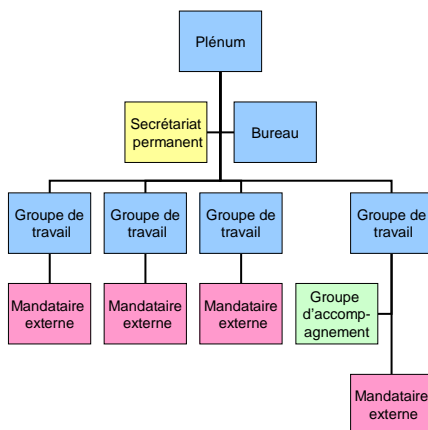


Commission externe d'évaluation des politiques publiques

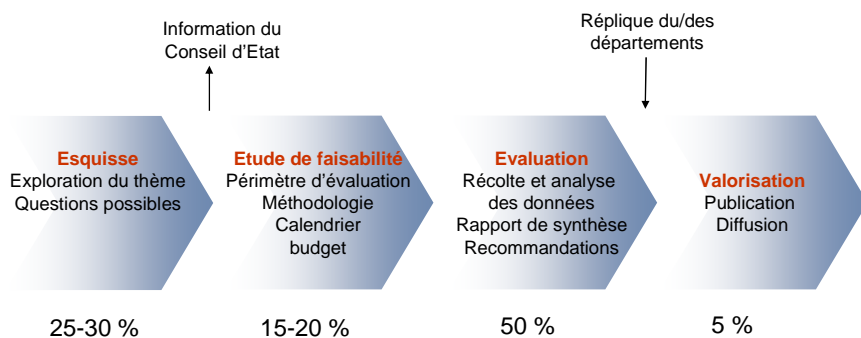
19.06.2013 - Page 2

## CEPP: une instance unique en son genre

- L'évaluation confiée à des citoyens (laïcs):
  - Représentation de la diversité sociale et culturelle du canton;
  - Indépendance (sans mandat électif et sans appartenance à l'administration cantonale).
- 16 membres nommés par le Conseil d'Etat pour une durée maximale de 8 ans
  - 61 membres depuis la création de la commission
- 1 secrétariat permanent
  - 1 puis 2 évaluateurs



## Processus

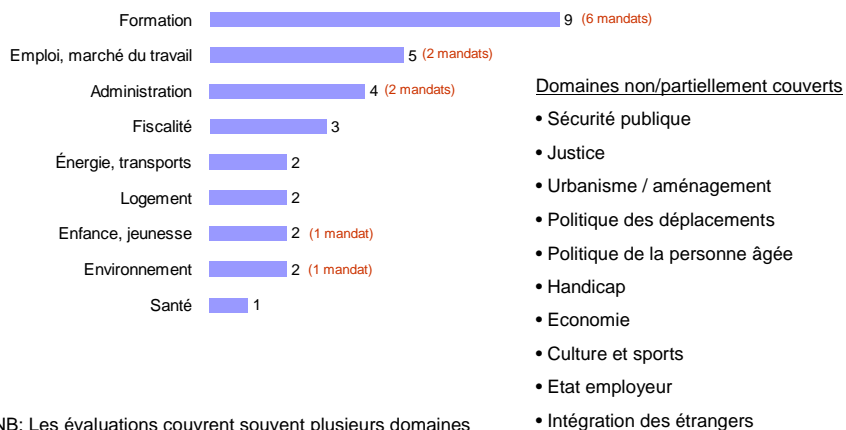


Part approximative du temps dédié à chaque phase.

En cas de mandat, les deux premières phases sont regroupées et prennent moins de temps.



## Domaines d'évaluation

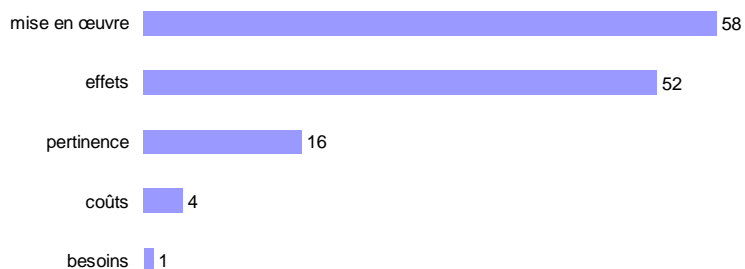


NB: Les évaluations couvrent souvent plusieurs domaines

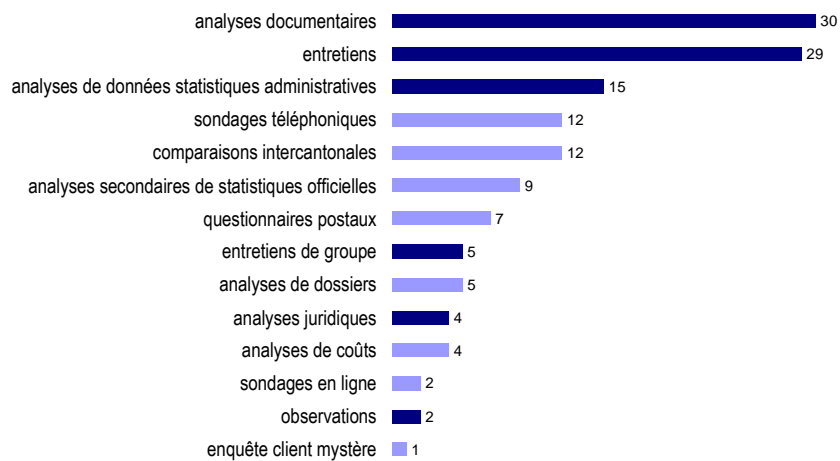


## Critères d'évaluation retenus

30 rapports, 131 questions



## Méthodes utilisées\*



\*nombre de rapports employant ces méthodes (en foncé: avec implication des membres de la CEPP)

Commission externe d'évaluation des politiques publiques

19.06.2013 - Page 7

## Principaux apports de la CEPP

- Rapports objectifs et indépendants adoptés par consensus
- Approche multidisciplinaire
- Vulgarisation de politiques publiques complexes
- Travaux pionniers dans certains domaines



Commission externe d'évaluation des politiques publiques

19.06.2013 - Page 8

## Challenges

- Mandats souvent peu clairs avec possibilités restreintes de négocier le champ d'évaluation
- Asymétrie de l'information entre CEPP et administration
- Pouvoirs d'investigation limités
- Absences de bases de données exploitables à des fins d'évaluation
- Suivi des recommandations (ou des effets de l'évaluation)
- Ressources limitées en personnel

## Du contrôle à la réflexivité

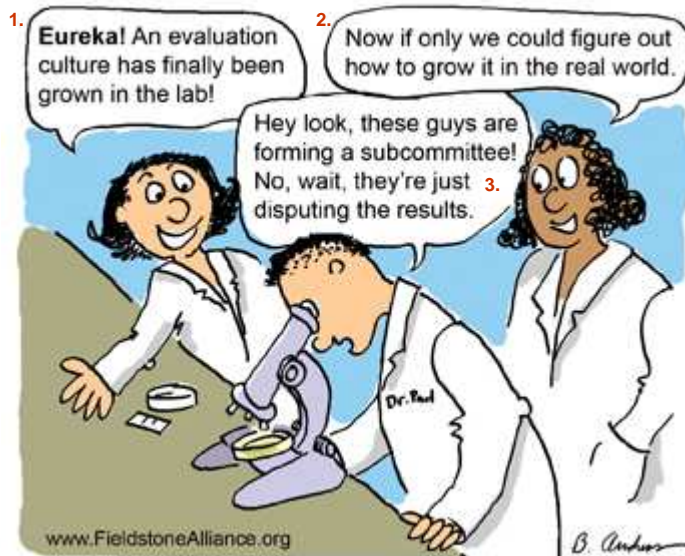
- Un enjeu: assurer l'utilisation des résultats d'évaluation et la mise en œuvre des recommandations, qui par définition, n'ont pas de caractère obligatoire.
- Tension entre la **fonction de contrôle (mandat légal)** et la **nécessaire adhésion des parties prenantes au processus d'évaluation.**
- Les instruments d'évaluation induisent un processus réflexif au sein des entités concernées.
- L'évaluation des politiques publiques va au-delà du simple contrôle de l'administration à partir du moment où elle s'inscrit dans une **démarche d'apprentissage.**

## Conclusions

- Evaluation à la Cour des comptes : un retour vers le contrôle au sens strict ?
  - Quelle articulation entre audit et évaluation?
- Enjeux:
  - Prendre en compte la transversalité croissantes des politiques publiques dans la conception des contrôles et des évaluations
  - Encourager une culture d'évaluation au sein des institutions

1. Eureka! Nous avons enfin réussi à créer une culture d'évaluation en laboratoire

2. Si seulement on pouvait arriver à la développer dans le monde réel !



3. Hé, regardez, ces types forment une sous-commission ! Non, attendez, ils sont juste en train de contester les résultats.